

FLASH.CEE

n° 103

JUILLET 2014

La lettre d'information du Centre d'études de l'emploi, établissement public de recherche sur le travail et l'emploi

ACTUALITÉS

16 septembre 2014

À PARAÎTRE

PUBLICATIONS

Connaissance de l'emploi :

- Sylvain Kerbourc'h, Sophie Dalle-Nazébi, *L'application de la loi sur le handicap en entreprise et ses effets sur la situation professionnelle des...*

➤ [LIRE LA SUITE](#)

10 juillet 2014

UN(E) CHARGÉ(E) DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE OU SOCIOLOGIE DES RELATIONS PROFESSIONNELLES ET D'EMPLOI

RECRUTEMENT

Dans le cadre d'un projet financé par une fondation anglaise, le Centre d'études de l'emploi recrute :

- un(e) chargé(e) de recherche en économie et sociologie des relations professionnelles...

➤ [LIRE LA SUITE](#)

VIENT DE PARAÎTRE

L'impact salarial de la maternité : une comparaison public-privé

Connaissance de l'emploi, n° 112, juillet 2014, Chloé Duvivier, Mathieu Narcy

À la naissance d'un enfant, de nombreuses mères changent de situation professionnelle : passage à temps partiel, interruptions de carrière, etc. Ces changements ne sont pas sans conséquences sur leur rémunération. Certains employeurs proposent cependant des mesures permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle, ce qui évite parfois aux mères des transitions coûteuses pour leur carrière et leur rémunération. En France, l'offre de mesures de conciliation reste néanmoins très inégale d'un employeur à l'autre, notamment entre les secteurs public et privé.

L'étude présentée ici compare les effets contrastés de la maternité sur la rémunération des mères dans le public et le privé et tente d'en comprendre les raisons. Au sein des deux secteurs, les mères de deux enfants ou plus perçoivent des salaires mensuels plus faibles que les femmes sans enfant, principalement parce qu'elles effectuent moins d'heures. Cependant, la maternité a un effet plus marqué pour les salariées du privé, car les interruptions d'activité y sont plus fréquentes et plus pénalisantes.

Effet de la maternité sur la rémunération des mères et facteurs explicatifs : une comparaison public/privé

Document de travail, n° 170, juin 2014, Chloé Duvivier, Mathieu Narcy

L'objectif de cet article est de comparer l'effet de la maternité sur la rémunération des femmes selon qu'elles appartiennent au secteur public ou au secteur privé. En mobilisant les données issues de l'enquête Familles et Employeurs réalisée par l'Ined-Insee en 2004-2005 et en tenant compte des effets de sélection résultant non seulement du choix du secteur mais également de l'auto-sélection dans l'emploi ainsi que de l'hétérogénéité inobservée, nous montrons que la présence de deux enfants ou plus est davantage pénalisée dans le secteur privé que dans le secteur public. Néanmoins, au sein des deux secteurs, cette pénalité totale disparaît dès lors que sont pris en compte les différents facteurs potentiellement explicatifs de cette pénalité : réduction de l'offre de travail des mères, interruptions de carrière, moindre accès à des postes à responsabilités et ajustements des conditions de travail. Cependant, l'importance respective de ces différents facteurs explicatifs diffère entre les secteurs public et privé, avec notamment des interruptions de carrière bien plus pénalisantes pour les mères du privé.

Les conseils de prud'hommes : un frein à l'embauche ?

Connaissance de l'emploi, n° 111, juin 2014, Sebastian Schulze-Marmeling

Dans le débat public français, le système des conseils de prud'hommes est souvent perçu comme l'instrument d'un droit qui sur-règlemente le marché du travail et freine les embauches.

L'analyse comparative des données disponibles conduit à reconsidérer ce point de vue en montrant que les conseils prud'hommes sont loin d'être une exception « à la française », que le recours à ces juridictions est relativement stable au fil du temps et qu'il n'est pas plus élevé en France qu'ailleurs en Europe. Ces données étayent l'hypothèse que c'est plutôt la montée du chômage qui augmente les recours prud'hommes et non l'inverse.

Déposer une demande auprès des conseils de prud'hommes n'est au demeurant que la dernière étape d'un processus qui prend sa source dans un conflit survenu au sein de l'entreprise. De fait, il ressort de notre recherche que, dans la relation de subordination liant employeur et salariés, la participation de ces derniers à la formulation des règles et à la prise de décision diminue l'émergence des conflits et, en conséquence, le taux de procès prud'hommes.

Les dispositifs publics en action. Vers une sécurisation des parcours professionnels et personnels ?

Ouvrages, n°, juin 2014, Collectif de chercheurs de 7 laboratoires

Entre les mesures concernant les aides à l'emploi marchand et non marchand, la formation des demandeurs d'emploi, l'accompagnement des jeunes, celui des licenciements économiques, ou encore l'incitation au retrait d'activité, plus de 70 dispositifs publics d'emploi coexistent actuellement.

À cela s'ajoute une myriade de textes juridiques, d'énoncés normatifs, de décisions réglementaires, de mesures administratives, qui ont des effets directs ou indirects, volontaires ou involontaires, sur les trajectoires sociales et professionnelles des individus. Parmi les objectifs recherchés, il en est un qui a particulièrement été propulsé sur le devant de la scène politique : la sécurisation des parcours professionnels.

Le collectif de chercheurs de 7 laboratoires à l'origine de cet ouvrage croise l'analyse des dispositifs publics et celle des parcours professionnels, en ouvrant une série de questions plus complexes que la seule mesure de l'effet des uns sur les autres. Il interroge ainsi les usages des dispositifs qui échappent bien souvent aux intentions initiales de leurs concepteurs. Cette démarche propose un éclairage inédit sur les manières dont les dispositifs publics influencent et transforment les trajectoires professionnelles et personnelles et sont eux-mêmes transformés par ces dernières.

☰ LES CHERCHEURS ONT AUSSI PUBLIÉ

Rubrique réalisée en collaboration avec les documentalistes du CEE

Bory Anne, Pochic Sophie, Verschuere Nicolas, Gay Vincent, Depoorter Pascal, Frigul Nathalie, Bisignano Mara, Hocquet Mathieu, Hayem Judith, Voichita Grecu Maria, 2014, dossier "Une crise sans précédent ? Expériences et contestations des restructurations", *Dares, Travail et emploi*, n° 137, janvier-mars, 151 p.

Gheorghiu Mihaï Dinu, Lazar Marius, Netedu Adrian, Rostas Zoltan, 2014, « L'Université roumaine, une bulle spéculative ? Ses réformes, de la libéralisation au néolibéralisme », dossier "Les transformations des espaces académiques centre-est-européens depuis 1989", Centre national de la recherche scientifique (CNRS), *Revue d'études comparatives Est/Ouest*, vol. 45, n° 1, p. 165-203.

Gomel Bernard, 2014, « Expérimenter à petite échelle l'efficacité d'une action publique », in « La crise, une opportunité pour agir durablement sur les territoires ? », 7^e Université d'été "Emploi, compétences et territoires", Marseille, Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), *Relief. Echanges du Céreq*, n° 49, p. 57-65.

Michun Stéphane (Dir.), Thuile Françoise, Vincent Pascale, Loukianoff Stéphane, Peyroux Catherine, Bories-Azeau Isabelle, Fort Fatiha, Polge Marion, Khelifaoui Zeineddine, **Gomel Bernard**, 2014, « La crise, une opportunité pour agir durablement sur les territoires ? », 7^e Université d'été "Emploi, compétences et territoires", Marseille, Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), *Relief. Echanges du Céreq*, n° 49, 70 p.

POUR D'AVANTAGE D'INFORMATIONS

<http://www.cee-recherche.fr>

CONTACT

Marie-Madeleine Vennat : 01 45 92 68 48